

ΧΧΧ

DECLARATION D'UN DOMMAGE CORPOREL CAUSE PAR UN TIERS



(Articles L 376-1 et L 454-1 du Code de la sécurité sociale - Article 15 de la Loi n° 85-677 du 5 juillet 1985)

Si vous avez été bléssé lors d'un accident causé par un tiers, merci de compléter ce questionnaire et de l'adresser à votre organisme d'assurance maladie. Vous contribuez ainsi à préserver notre système de santé, sans que cela ne change ni le montant, ni le délai de vos remboursements.

Indiquez votre organisme de rattachement :		
☐ REGIME GENERAL - CPAM/CCSS/CGSS/CSS ☐ MSA	REGIME SPECIAL, préciser lequel :	
lleggente :		
J'accepte: l'échange d'informations médicales entre le service méd conseils en charge de mon dossier (art. L.315-1V du code l'assurance maladie et la récupération éventuelle des prestation assureur.	de la sécurité sociale) pour permettre l'exercice dons versées en rapport avec les faits auprès du t	du Recours Contre Tiers par
J'atteste de l'exactitude des renseignements portés sur c A Signa Le Lulululululululul	cette déclaration. ature de l'assuré(e)	
RENSEIGNEMENTS CONC	CERNANT L'ASSURE(E)	
L'assuré(e):		
Nom et prénom : (Nom de naissance (de famille) suivi du nom d'usage (facultatif et s'il y a l	lieu))	
Numéro de sécurité sociale :	Date de naissand	ce:
Adresse :	Code i	postal :
Téléphone :		
Adresse mail :		
Êtes-vous : ☐ salarié(e) ☐ sans emploi	travailleur(se) indépendant(e)	☐ fonctionnaire
Nom et adresse de votre employeur :		
		m, prénom, date de naissanc
1.		
2. ————————————————————————————————————		
017001101		
	TANCES DES FAITS	
Cocnez la (les) cas ☐ Accident du travail ou de trajet	se(s) correspondant à votre situation	
Date des faits :	heure : h	
Lieu:		
L'accident s'est déroulé : n France	☐ à l'étranger, dans quel pays ?	

1/2

S 3743(X)

⁽¹⁾ Notamment les rapports d'expertise médicale en lien avec mon accident, les avis et décisions rendus par la CCI (Commission de conciliation et d'indemnisation) et/ou l'ONIAM (office national d'indemnisation) en cas d'accident médical ou d'un dommage dû à un produit de santé défectueux (médicament, sonde cardiaque, prothèse, etc.)

•	Circonstances de l'évènement à l'origine du dommage (de la blessure, de la maladie) :
	☐ Accident de la circulation : ☐ conducteur ☐ passager ☐ cycliste ☐ pieton ☐ autre :
	☐ Mauvais état de la voirie ☐ Travaux non signalés ☐ Accident domestique ☐ Accident de loisirs
	☐ Animal ☐ Coups et blessures volontaires ☐ Produits défectueux ☐ Accident de chasse
	☐ Accident médical* ☐ Activité scolaire/périscolaire* ☐ Activité sportive* ☐ Chute dans un lieu pluclic*
	* Nom de la structure (établissement, administration, commerce) :
	□ Autre, précisez :
•	Résumé détaillé des circonstances de l'accident et description de vos blessures :
	Merci de joindre tout document utile relatif à l'accident : constat amiable, procès-verbal de police ou de gendarmerie, bulletin d'hospitalisation, rapport d'expertise médicale, témoignages
	Conséquences de l'accident: (Cochez la (les) case(s) correspondant à votre situation)
	☐ soins médicaux ☐ arrêt de travail
	☐ passage aux urgences ☐ hospitalisation
	Nom et adresse de l'établissement :
	Votre assurance :
	Nom et adresse de l'assureur :
	Nom et adresse de l'assureur :
	Numéro de contrat d'assurance :
	Numéro de sinistre du dossier :
	LE TIERS RESPONSABLE
II Iu a	s'agit de la personne (particulier, entreprise, administration) impliquée dans l'accident en tant qu'auteur du dommage i-même ou en tant que responsable d'une personne, d'un animal, d'une chose ou d'un bien qu'il a sous sa garde, et qui contribué à la réalisation du dommage : (Compléter ci-après les informations dont vous avez connaissance).
N	lom, prénom et adresse :
N	lom et adresse de sa compagnie d'assurances en responsabilité civile ou professionnelle :
N	luméro de contrat d'assurance :
١	
	luméro de sinistre du dossier :
_	
	luméro de sinistre du dossier :

La loi rend passible d'amende et/ou emprisonnement quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations en vue d'obtenir ou de tenter de faire obtenir des avantages indus (art. 313-1 à 313-3, 433-19, 441-1 et suivants du Code pénal, art. L. 114-17-1 du Code de la sécurité sociale).

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification auprès de votre organisme pour les données vous concernant.